

Des pouvoirs en équilibre

Partout en Méditerranée, la gestion de l'irrigation est un enjeu de pouvoir entre l'État et les communautés d'irrigants.

Les consensus ne sont pas toujours faciles à trouver...

De l'État...

L'État impose à l'échelle des pays des lois qui régissent le partage de l'eau, considérée comme un bien commun. Son accès doit être assuré à tous. Mais, ces lois ne s'adaptent pas toujours aux réalités locales. De plus, le déficit des finances publiques ou les pesanteurs administratives limitent l'efficacité de son intervention.

...aux irrigants

Les communautés d'irrigants, elles, assurent sur le plan local une gestion de l'eau adaptée à leurs besoins et aux contraintes de leur environnement. Cependant, les règlements communautaires peuvent constituer un frein à la modernisation des pratiques.

À partir des années 1980, les États méditerranéens réduisent fortement leurs investissements dans les aménagements hydrauliques. Sous la pression des bailleurs internationaux, ils délèguent la gestion de l'irrigation au niveau local, le plus souvent à des associations d'usagers, créées pour l'occasion.

Cette libéralisation peut susciter :

- un essor de l'irrigation individuelle qui accentue la surexploitation de l'eau,
- une déstabilisation des anciennes communautés,
- le paiement de l'accès à l'eau qui exclut les plus démunis...

mais fait aussi apparaître :

- de nouvelles coopérations entre les irrigants,
- une revalorisation de pratiques locales et traditionnelles,
- l'ouverture de débats publics...



Réunion de concertation entre irrigants dans la vallée des Aït Bouguemez, Maroc.